

# Crise des déchets, ces balles qui s'entassent partout en Corse

Depuis novembre, 21 000 tonnes d'ordures ménagères ont été stockées sur des sites qui se sont multipliés aux quatre coins de l'île. Trois mois plus tard, des interrogations apparaissent autour de leur impact sanitaire

**A**ux abords des axes routiers, à quelques encablures des habitations, retirés dans le maquis, ces imposants sacs turquoise font désormais partie du paysage. Depuis le début de la crise des déchets, le 8 novembre dernier, les sites de stockage provisoire d'ordures mises en balles s'entassent partout en Corse, à ciel ouvert.

Sur des baches théoriquement étanches, les détritiques sont entreposés dans l'attente d'un déblocage complet du centre d'enfouissement technique (CET) de Vighjaneddu.

Selon le syndicat de valorisation des déchets (Syvadec), 24 000 balles représentant quelque 21 000 tonnes de déchets ont ainsi été stockées aux quatre coins de l'île.

En charge de la collecte des ordures ménagères, les intercommunalités tentent tant bien que mal de gérer l'urgence en stockant provisoirement, sur des sites et des terrains mobilisés en dernier recours, des tonnes de déchets mises en balles.

## 23 sites "provisoires" dans toute l'île

Teghime, Vallecalle, Cervioni, Castellare di Casinca, Ersa, Calvi, Carbuccia, Ajaccio, Vico, Piana... Pour l'heure, 23 sites ont été temporairement autorisés par les préfetures dans toute la Corse, dont une quinzaine est gérée par le Syvadec afin d'accueillir les détritiques. Le 27 janvier, le collectif Valineulundu, qui continue de filtrer l'accès au CET de Vighjaneddu, a annoncé un déblocage partiel du centre.

Depuis lors, hormis la communauté d'agglomération du pays ajaccien (Capa), les intercommunalités de Corse-du-Sud peuvent accéder au centre. Néanmoins, cet accès se limite à seulement cinq camions par jour, dans l'attente de "gages tangibles" de l'Exécutif territorial. "À ce jour, il est toujours nécessaire de poursuivre la mise en balles", explique Catherine Luciani, directrice du Syvadec. Tant que le centre de Vighjaneddu ne sera pas tota-

lement débloqué, il ne sera pas possible de déstocker les balles qui sont entreposées depuis le début de la crise.

Sauf que, trois mois plus tard, des interrogations apparaissent autour de l'impact environnemental et sanitaire de ces sites qui fleurissent dans la nature, partout en Corse.

Odeur pestilentielle, insectes, putréfaction... À Ajaccio, l'association de protection de l'environnement Global earth keeper a alerté l'opinion cette semaine quant au risque de pollution lié au stockage des déchets, et plus précisément sur le site de Saint-Antoine (notre édition du 5 février).

## Des risques de dégradation ?

Selon le Syvadec, les conditions de stockage sont toujours conformes à la réglementation. Le syndicat mixte indique que des contrôles sont effectués régulièrement et que les balles sont entretenues pour éviter les déperdi-



La structure d'Ersa est l'un des 23 sites de stockage provisoire d'ordures mises en balles autorisés par l'État. / PHOTO ALAIN CAMDIN

tions. Ces sites sont d'ailleurs soumis au régime déclaratif des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cependant, le Syvadec reconnaît des risques de dégradation des balles et des baches étanches seront installées au sol si la situation venait à s'éterniser. D'autant que, même si une issue était trouvée à la crise, il faudrait

encore plusieurs semaines pour acheminer ces milliers de tonnes de déchets vers les centres d'enfouissement. "Ces stockages provisoires ne sont pas destinés à durer dans le temps", rappelle Catherine Luciani. Ce sont des solutions d'urgence, prévues pour un maximum de six mois, qui ont été mises en œuvre pour éviter une crise sanitaire en Corse. Mais ce ne sont à au-

cu moment des solutions de traitement." Une "solution provisoire" qui, au-delà des considérations environnementales, aura également un coût loin d'être négligeable.

À en croire le Syvadec, le surcoût induit par la mise en balles des déchets, leur transport et leur stockage temporaire sur ces sites se chiffre à environ 35 000 euros par jour.

JULIAN MATTEI